

<https://ricochets.cc/Nahel-et-l-Etat-policier-ou-sont-la-gauche-et-ses-syndicats-pour-etre-solidaire-du-soulevement-et-denoncer-cette-dictature-rampante.html>



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour être solidaire du soulèvement et dénoncer cette dictature rampante ?!

Date de mise en ligne : dimanche 2 juillet 2023

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Drones, hélicoptères, avion de surveillance, blindés, fusils, matraque, gaz, LBD..., des méthodes de dictatures, c'est tout ce qu'un régime qui se prétend démocratique a à proposer à une légitime révolte politique. Des armes et des brutalités c'est la politique d'apaisement du gouvernement. Des assassinats, des tabassages, des mutilations et des menaces de mort c'est la politique d'apaisement du système policier.

Les organes « traditionnels » de gauche sont largement absents depuis le meurtre de Nahel : pas d'énormes manif organisées pour Nahel et pour être solidaire du soulèvement. La honte !

Une forme de dictature s'installe en France, mais la gauche des institutions, partis et syndicats est largement absente sur le terrain.

Le gouvernement dit qu'il faut du temps pour trouver des solutions pour le problème des violences policières structurelles. En revanche, pour les aides aux entreprises et commerçants touchés par des dégradations dues aux révoltes c'est très rapide, y a pas besoin de délai de réflexion.

Comme toujours, le business et l'Economie passent avant l'humain, surtout quand il s'agit d'humains relégués et « tuables ».

Alors qu'elles sont piétinées et assimilées aux extrêmes par le régime, les institutions de gauche croient peut-être qu'en ne manifestant pas en solidarité concrète avec cette révolte populaire elles pourront avoir quelques strapontins du pouvoir « républicain » ??

Elles se fourrent le doigt dans l'oeil, le système techno-capitaliste autoritaire est déterminé à régner seul, par tous les moyens.

Dans les campagnes, on croit ne pas être concernés ? Comme si la pauvreté et l'exclusion n'existaient pas, comme si la gentrification et la cherté/rareté des logements ne poussaient pas des jeunes à l'exil. Comme s'il n'y avait pas de brutalités venant des flics. Souvenons-nous des gilets jaunes et de la répression dantesque de l'époque.

Les élus de l'Association des maires de France (AMF) s'empressent de lancer des rassemblements par rapport à la voiture bélier enflammée qui aurait pu enflammer la maison d'un maire et sa famille, mais on ne les a pas entendu appeler à pareils rassemblements pour [l'exécution extrajudiciaire](#) de Nahel, ou pour le maire de St Brévin dont la maison a pris feu suite à un acte d'extrême droite...



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

- Actus, revue de presse sélectionnée et analyses :

LES GRANDS MEDIAS DES MILLIARDAIRES DENONCENT LES JEUNES MAIS NE LEUR DONNENT PAS LA PAROLE POUR MIEUX POUVOIR PARLER D' EMEUTES ET NON DE REVOLTE SOCIALE ET POLITIQUE

LE BONDY BLOG DONNE LA PAROLE AUX JEUNES DE QUARTIERS :

- [« Quand on parle, ils nous écoutent pas donc on se fait entendre autrement »](#) - Depuis la mort de Nahel et les révoltes qui en découlent, ces jeunes sont omniprésents dans les médias. Pourtant, leurs voix restent rares. Sans minimiser les dégâts et les conséquences pour les habitants, nous donnons, ici, la parole aux jeunes qui ont décidé de descendre dans la rue. Témoignages.
(...) « Le vase, il a débordé depuis bien longtemps. Ce qui s'est passé à Nanterre cette semaine, c'était la fois de trop. Nahel avait seulement deux ans de plus que mon petit frère, vous vous rendez compte ? Mon petit frère ! » La conversation est rythmée de silences. Le jeune homme raconte à quel point il s'est identifié à ce drame « et je ne suis évidemment pas le seul, on est tous des Nahel aujourd'hui. »
(...) « Je pense que toute personne ayant connu un contrôle au faciès s'est sentie concernée par cet événement. Tu connais, les contrôles vu où on habite, c'est la routine », reprend Amine, qui raconte se faire contrôler par la police depuis beaucoup trop longtemps et beaucoup trop souvent.
« Ces contrôles sont toujours humiliants, même quand ça se passe bien, il y a toujours ce ton, ce mot qui pique, ces remarques racistes de trop. On a l'habitude d'entendre nos mamans insultées lors de ces contrôles. Tout ça, c'est pas violent ? »
(...) Ce dernier explique d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de son premier engagement militant puisqu'il a également participé aux dernières manifestations contre la réforme des retraites, « eh ouais, on était là aussi même si personne nous a calculés », sourit-il.
'...) On prend des risques, on le sait, mais c'est important de nous faire entendre. Quand on parle, ils nous écoutent pas donc on se fait entendre autrement. Je me dis que ça peut se passer comme en 2005, on nous envoie l'armée pour que l'histoire passe aux oubliettes
(...) « Il est important de se faire entendre, il était nécessaire de sortir et de crier notre colère. Maintenant, je ne pense pas que la justice sera rendue si nous continuons à détruire nos propres quartiers. Nous nous faisons du mal pendant que nos dirigeants vivent bien et dorment paisiblement dans les beaux quartiers. »
(...)



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

NAHEL : IL S'AGIT BIEN D'UNE EXECUTION

Les deux flics semblent avoir agi en total complicité, et ont peut-être déclenché eux-mêmes par leur agression de Nahel le départ de la voiture, ce démarrage de la voiture leur a donné le prétexte qui leur manquait pour tirer et tuer.

« D'après le jeune homme, qui se rendra lundi à une convocation de la police et qui semble lire son témoignage, Nahel, lui et un troisième « copain » s'étaient retrouvés mardi à 8 h 10 à bord de la Mercedes qui leur avait été prêtée. « On a décidé de faire un tour dans Nanterre. Au bout de quelques minutes, nous nous sommes retrouvés sur la voie de bus sur l'avenue Joliot Curie. Nous étions en train de rouler quand j'ai aperçu les motards de la police qui se sont mis à nous suivre », raconte-t-il.

Après avoir mis leur gyrophare, les policiers ont ensuite demandé aux jeunes d'arrêter le véhicule, ce qui a été fait. Le préfet de police de Paris Laurent Nuñez avait expliqué dès le 27 juin que les policiers avaient auparavant tenté une première fois de contrôler le véhicule, qui ne s'était pas arrêté.

Le jeune homme affirme que le premier motard a lancé à Nahel, au volant : « Coupe le moteur ou je te shoote », et qu'il lui a donné un coup de crosse avec son pistolet. Le deuxième policier aurait lui aussi donné un coup de crosse.

Le témoignage se fait encore plus accusateur : « De là, le premier policier qui est au niveau de la fenêtre lui braque une arme sur la tempe et lui dit "bouge pas ou je te mets une balle dans la tête". Le second policier lui dit "shoote-le". Le premier policier lui remet un coup de crosse. »

L'ami de Nahel explique qu'après ce troisième coup, Nahel aurait lâché la pédale de frein. La voiture, à boîte de vitesse automatique, aurait alors avancé. « Le second policier qui était au niveau de pare-brise a tiré. Du coup, son pied a enfoncé l'accélérateur. Je l'ai vu agoniser, il tremblait. On a percuté une barrière », déclare le témoin, qui s'est enfui, craignant lui aussi d'être pris pour cible. C'est là que le troisième passager, mineur également, a été placé en garde à vue. »



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?! 1er JUILLET. MARSEILLE. JOUR D'APAISEMENT N°75

En Drôme

Plusieurs moments de révolte encore cette nuit de samedi à dimanche, notamment à Romans (La Monnaie),

Montélimar, Valence, Pierrelatte...

Sur France Bleu, [témoignage d'un révolté](#), extraits :

« Dans le quartier, les policiers nous narguent, nous provoquent sans que l'on ne puisse rien faire sur le coup mais à force tout ça se transforme en accumulation et au bout d'un moment, c'est obligé ça pète ». Selon Lucas tout cela devient ensuite une vengeance. « Tout le monde dit que ce n'est pas vrai mais quand des jeunes des quartiers marchent en ville, ils se font chopper dans des ruelles, ils se font pousser et humilier. Ils reviennent après avec la haine. Alors que les policiers devraient être là pour protéger nous aussi, mais ce n'est pas ce qu'il se passe » déplore le jeune casseur. (...)

Mais pourquoi brûler des voitures, caillasser des magasins ou des restaurants d'habitants qui n'ont rien à voir avec tout ça ?

« C'est malheureusement devenu le seul moyen que l'on a pour se faire entendre. Au bout d'un moment, si on ne s'en prend qu'aux policiers, ils vont en prendre plein la gueule, on va nous aussi en prendre plein la gueule et ça va s'arrêter là, rien ne va évoluer. Alors que si le conflit déborde, ça va plus faire réfléchir aux conséquences de notre problème. » (...)

ESSAYEZ LA DICTATURE

Des ombres noires qui sillonnent les rues avec des armes longues dans des véhicules banalisés.
Des agents anti-terroristes cagoulés qui tirent à vue sur des passants et arrêtent au hasard.
Des policiers qui poursuivent des fuyards, l'arme au point, en hurlant « arrête toi ou je te calibre fils de pute » ou encore « je te tire dessus, t'es mort ».
Une voiture de police qui percute volontairement une personne.
Un tir de balle en caoutchouc sur un homme au sol, à moins d'un mètre.
Des armes braquées systématiquement, des tirs sans sommation par des paramilitaires.

Ce ne sont pas les images d'une dictature d'Amérique Latine. C'est la force déployée par Macron, en France, suite à l'exécution d'un adolescent par un policier. Les images du RAID ont été tournées à Marseille, les autres en région parisienne, depuis 48 heures. Nous avons définitivement basculé.

Pendant que les médias imposent dans les esprits la peur du « désordre » pour neutraliser une légitime révolte, la dictature s'installe.

¥Père & Fils Vidéos, Révolution Permanente

► Vidéo : <https://fb.watch/lx1buibvak/>



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour être solidaire du soulèvement et dénoncer cette dictature rampante ?!

Ó ARRESTATIONS DE MASSE POUR ÉCRASER LA RÉVOLTE

Des arrestations de masse ont lieu depuis quatre nuit dans toute la France, pour stopper la vague de colère contre les violences policières. Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur :

- ¡ Durant la deuxième nuit, de mercredi à jeudi : 150 arrestations
 - ¡ Durant la troisième nuit, je jeudi à vendredi : 875 arrestations
 - ¡ Durant la quatrième nuit, de vendredi à samedi : 1311 arrestations
 - ¡ Durant la cinquième nuit, de samedi à dimanche : 719 personnes ont été interpellées
- ¡ Au total, 3055 personnes ont donc été mises en cellule, parfois violemment, souvent au hasard, parce qu'elles étaient dans un quartier où la police intervient, ou à proximité d'une vitrine brisée. En parallèle, la police est en train d'identifier des personnes à partir de vidéos publiées sur Snapchat.

Il y a d'ors et déjà des dizaines de procès expéditifs en comparution immédiate, avec des peines de prison ferme pour l'exemple, sans la moindre preuve. La justice prolonge la violence de la police, en exerçant sa besogne contre les pauvres et les révolté-es.

Si vous étiez dans la rue ces dernières nuits, effacez les images de votre téléphone et de vos réseaux si vous en avez diffusées. Dans l'idéal, sortez sans téléphone si vous manifestez. De gros moyens d'enquête sont mis en oeuvre, débarrassez-vous des vêtements que vous portiez et tout ce qui permettrait de vous identifier. Si vous êtes arrêté-e, ne déclarez rien : cela ne peut que servir à vous incriminer, vous ou d'autres personnes. Exigez un avocat et de voir un médecin. Refusez la comparution immédiate.

Comme lors des Gilets Jaunes, avec des milliers d'arrestations suite à l'Acte 3 en décembre 2018, ou durant les

manifestations de nuit qui ont suivi le 49-3 au mois de mars dernier et plus de 1000 gardes à vue en quatre nuit, la révolte n'est contenue que par des rafles de grande envergure. **La seule réponse de Macron aux revendications de justice sociale, contre le racisme ou les violences policières, c'est l'enfermement de masse.**

(posts de Contre Attaque)

Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'entrée dans les institutions culturelles qui est brutale, mais l'arrivée même dans le centre de Paris. Exemple fin mai, à la gare du Nord, quand deux élèves sont extraits par la police d'un groupe de quinze lycéens du Val-d'Oise en sortie scolaire pour effectuer un contrôle d'identité.

« Les policiers ont interrompu le contrôle quand on est allé les voir avec mon collègue, mais je trouve ça très humiliant de se faire contrôler comme ça, devant ses camarades »

Enseignante dans un lycée du Val d'Oise

Déjà en avril, deux de ses élèves étaient arrivés en retard au point de rendez-vous fixé pour la sortie à cause d'un contrôle de police.

basta!

Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

LA PLONGÉE AUTORITAIRE DE LA FRANCE INQUIÈTE L'ONU ET L'EUROPE

Le 14 juin 2023, le Conseil de l'Europe a fait part de son inquiétude quant à l'utilisation massive de l'article 49-3 de la Constitution et le risque que celui-ci porte sur la séparation des pouvoirs. En mai et en juin, c'est l'ONU qui s'inquiète de la répression policière et des techniques de maintien de l'ordre utilisés contre le mouvement social et les populations non-blanches. Depuis la mort de Nahel, l'ONU a publié une troisième alarme concernant la police française et ses pratiques racistes. La France de Macron alerte désormais les observateurs internationaux avec une régularité déconcertante. Darmanin va-t-il réclamer la dissolution de l'ONU ?

Dans un avis rendu par le Conseil de l'Europe, l'organisation internationale, spécialisée notamment dans la défense des droits humains et des libertés fondamentales, met en garde l'usage répété du 49-3 pour imposer des décisions autoritaires sans le consentement de la majorité de la population. Elle questionne ainsi le risque que fait peser cette pratique, désormais régulière du gouvernement, sur le principe de séparation des pouvoirs.

Rappelons que ce principe, consacré tout d'abord par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen en 1789, fait partie intégrante de la Constitution de la Ve République. Ce principe à valeur constitutionnelle énonce ainsi que « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution ». La constitution de 1848 estimait dans son article 19 que le principe de séparation des pouvoirs était « la première condition d'un gouvernement libre ».

Concrètement, ce principe implique une séparation effective entre le pouvoir législatif (qui discute les lois et en décide la nature), le pouvoir exécutif (qui met en application les lois) et le pouvoir judiciaire (qui juge si la loi a été

correctement appliquée). Pourtant, n'importe qui a déjà mis les pieds dans un tribunal sait déjà le lien de dépendance étroit entre les pouvoirs exécutif et judiciaire. Les procureurs suivent les orientations de politiques pénales du gouvernement et sont directement soumis au Garde des Sceaux, le ministre de la Justice. La Cour Européenne des Droits de l'Homme dénonce déjà depuis longtemps la dépendance du Parquet vis-à-vis du pouvoir en place et a d'ailleurs condamné la France à cet égard.

En ce qui concerne l'absence de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, le constat est accablant. En à peine plus d'un an, le gouvernement Borne a utilisé l'article 49-3 onze fois ! Une procédure qui place l'exécutif comme législateur, en niant tous les principes démocratiques et en permettant ainsi au pouvoir en place de faire la loi en-dehors de tout contrôle parlementaire.

Comme tout régime autoritaire, détesté par une grande partie de la population, celui-ci ne peut tenir sans la répression policière et judiciaire de ses opposant-es

La séparation des pouvoirs en France est donc depuis longtemps un mythe. La Constitution de la Ve république, notamment son article 49-3, donne toute liberté au gouvernement de passer outre la volonté du peuple, et permet ainsi d'instaurer **en toute légalité un régime autoritaire**. Et comme tout régime autoritaire, détesté par une grande partie de la population, celui-ci ne peut tenir sans la répression policière et judiciaire de ses opposant-es. L'État ne tient que par sa police et les juges qui la protègent.

Dans un rapport de l'ONU publié le 16 juin dernier, celui-ci alerte sur l'usage excessif de la force par la police française. Les experts des Nations Unies, mandatés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, s'inquiètent ainsi de « l'usage excessif de la force » de la part des autorités françaises, et appellent à « procéder à un examen complet » des pratiques du maintien de l'ordre dans l'hexagone. Ces experts rappellent que « toute stratégie de maintien de l'ordre doit respecter les principes de nécessité et de proportionnalité ».

Une problématique qui s'étend bien plus largement que dans le seul cadre du maintien de l'ordre des manifestations. La police mutile, viole et tue, partout. Le récent meurtre de Nahel nous le rappelle tristement. L'ONU pointe également depuis des mois les discriminations au sein de la police française. Un racisme d'État avéré, mondialement constaté.

Dans les banlieues, dans les manifs, dans les stades, au sein des commissariats comme partout ailleurs, la police française dispose d'une impunité la plus totale, et n'hésite donc aucunement à faire usage de la pire barbarie, dissimulée sous l'anonymat de l'uniforme et protégée jusque dans les plus hautes sphères de l'État.

Après la mort de Nahel, l'ONU vient d'adresser une nouvelle mise en garde à la France, exigeant aux gouvernement de se pencher « sérieusement sur les profonds problèmes de racisme et de discrimination raciale » au sein des forces de l'ordre. La réponse des autorités françaises ? « Toute accusation de racisme ou de discrimination systémiques par les forces de l'ordre en France est totalement infondée. Le dernier examen périodique universel nous a permis d'en faire la démonstration ».

Notre pays est celui du déni permanent et de la double pensée. Un pays dont le roman national est basé sur la Révolution, mais qui passe son temps à écraser toute révolte. Un pays prétentieux qui prétend diffuser des « valeurs universelles » mais qui applique une politique d'extrême droite et dont le gouvernement ne tient que grâce à une police raciste et militarisée. À force de faire le grand écart, on finit par créer des déchirures.

(post de Contre Attaque)



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

Analyses

- [En finir avec la police](#) - « Qu'on ait ou non des griefs personnels à son égard, détester la police est une position politique. Dans une société capitaliste, raciste et patriarcale, choisir le camp des opprimé-es, des exploité-es et des tyrannisé-es, c'est compter la police parmi ses ennemis ». Gwenola Ricordeau opère une rupture avec le réformisme ambiant selon lequel il faudrait une grande réforme de la police républicaine. Une police bien formée, respectueuse de tous et toutes, et enfin au service du peuple. La sociologue pense au contraire qu'il faut mettre l'abolition de la police sur la table et qu'elle ne doit plus être un impensé dans les luttes progressistes. Entretien. (...) Il existe depuis longtemps des travaux scientifiques qui montrent que l'activité policière a des effets extrêmement marginaux sur ce qui est communément appelé la délinquance ou la criminalité, que ce soit en matière de prévention ou de résolution des crimes. Si l'on veut comprendre ce qui impacte, ce qui façonne réellement le niveau de délinquance, il faut prendre en compte les inégalités sociales et regarder comment est organisée la société, comment sont réparties les richesses, quelle est la qualité des liens sociaux... La police n'est pas simplement inefficace, c'est une institution parasitaire qui a un coût social exorbitant et qui nuit à la qualité de vie en société. Elle est responsable de nombreuses formes de violence et en plus elle induit l'idée qu'elle pourrait être utile, elle détourne donc notre attention et nos potentialités pour trouver de véritables solutions afin de répondre aux préjudices et aux besoins des victimes. Et puis, il est primordial de s'interroger sur qui est ce « nous » lorsque l'on pense que la police nous protège. En tout cas, les gens qui disent que la police les protège ne sont pas celles et ceux qui sont d'abord la cible des violences et des meurtres policiers. Par contre, ce que fait très bien la police, c'est maintenir l'ordre capitaliste, patriarcal et raciste. (...) **Malheureusement, dans une partie de la gauche, la critique de la police se limite souvent à la condamnation des « violences policières » mais il n'y a pas d'analyse critique de son rôle, notamment sous l'angle de la race et de la classe. Dans les luttes féministes, les courants dominants peuvent également mobiliser la police et le système pénal comme des alliés potentiels pour l'avancée de la cause des femmes ; il y a rarement une réflexion critique sur l'usage des plaintes à la police, qui est pourtant une institution éminemment patriarcale. Dé-fliquer les luttes progressistes c'est abandonner le réformisme et prendre position contre la police. Il est important de tracer une ligne de démarcation pour rompre avec cette idée qu'il pourrait exister une bonne police, une police républicaine. Enfin, il est important de rappeler que l'abolitionnisme ne peut exister sans projet révolutionnaire. La prison et la police**

pourraient être abolies pour des raisons qui ne seraient pas progressistes, par exemple pour des raisons de rationalité économique avec l'aide des technologies de contrôle et de surveillance. Nous parlons d'un véritable projet révolutionnaire, anti-capitaliste, anti-impérialiste, anti-raciste anti-patriarcal, qui permettrait d'avoir une organisation sociale dans laquelle il n'existe pas de police et dans laquelle le recours à la punition ne serait pas considéré comme une manière moralement efficace ni juste de répondre aux préjudices qui sont liés à la vie en société. (...)

- [Après la mort de Nahel, le pouvoir pris au piège de son aveuglement](#) - Les nuits de colère dans les quartiers populaires remettent la question des violences policières à l'agenda de l'exécutif. Faute de réponses viables, le gouvernement se contente pour l'instant d'afficher sa compassion et d'exhiber sa fermeté. (...) Dans le camp présidentiel, plus grand monde ne croyait encore dans la réussite des « cent jours d'apaisement » décrétés en avril par Emmanuel Macron. Les événements de la nuit dernière ont fini de doucher les espoirs des plus candides. À peine sorti des retraites, l'exécutif se retrouve embourbé dans une nouvelle crise sociale et politique.

Et le sujet est d'autant plus difficile à attraper pour le pouvoir qu'il s'est jusque-là acharné à l'occulter. Dernier exemple en date, le plus criant peut-être : lundi soir, alors qu'il passait trois heures dans un gymnase marseillais pour présenter son ambition pour les quartiers populaires, Emmanuel Macron n'a pas eu un seul mot, une seule mesure sur les violences policières. Pourtant au centre des revendications portées par les acteurs et actrices de terrain, la relation police-population a progressivement disparu du logiciel politique.

- [Le corps du citoyen : violence et démocratie](#) - Le renoncement à la violence est la condition de la démocratie. Elle trace une ligne rouge qui distinguait citoyens et esclaves au temps de la démocratie grecque, citoyens et nègres au temps de la colonisation, citoyens et manifestants, gilets jaunes, grévistes aujourd'hui. Ceux qui croyaient être du bon côté, qui se croyaient blancs, ont fait l'expérience de leur négrophobie et découvert que leurs corps mutilés, agressés, tués, ne sont pas les lieux sacrés de la démocratie
- [On sait mieux où va la France](#) - OPINION. J'ai été accusé d'exagérer lorsque j'ai évoqué le basculement de la France ; malheureusement la suite ne me donne pas tort, argumente le professeur de l'IHEID Jean-François Bayart (...) Les paroles d'apaisement furent vaines. Car la mort de Nahel, loin d'être une simple bavure, était programmée. Elle est la conséquence mécanique de la démission du pouvoir politique, depuis trente ans, sous la pression corporatiste de la police qui n'a cessé de s'affranchir des règles de l'Etat de droit bien que lui ait été concédée, de gouvernement en gouvernement, une kyrielle de lois liberticides, jamais suffisantes, sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'immigration et la délinquance. Jusqu'à la réécriture de l'article 435-1 du Code de la sécurité intérieure, en 2017, qui assouplit les conditions d'emploi des armes à feu par les forces de l'ordre. Annoncé, le résultat ne se fit pas attendre. Le nombre des tués par la police a doublé depuis 2020 par rapport aux années 2010. Le plus souvent pour « refus d'obtempérer à un ordre d'arrêt » : cinq fois plus de tirs mortels dans ces circonstances. Nahel est mort de cette modification du Code de la sécurité intérieure. (...)

Meurtre de Nahel : la police tue

► [Meurtre de Nahel : la police tue](#)

Suite au meurtre de Nahel, beaucoup appellent à la justice en n'y croyant à peine. Et pour cause.

Si la police se sent autorisée à exécuter des lycéens c'est parce qu'elle sait que son impunité est totale et que l'IGPN, la "police des police" (constituée de policiers), est une farce.

Ses conclusions ces dernières années, et celles du pouvoir, pourraient presque faire rire par leur niveau d'obscénité si l'on ne parlait pas de vies enlevées ou brisées par des institutions devenues tarées.

Quelques exemples :

Théodore Luhaka a une déchirure anale de 10 cm suite à son arrestation ? Ce n'est pas un viol, c'est simplement son pantalon qui a glissé avant qu'il ne tombe accidentellement sur la matraque télescopique.

Une centaine de lycéens agenouillés et humiliés à Mantes-la-Jolie ? C'est tout à fait normal.

Adama Traoré, 24 ans, meurt lors de son interpellation ? C'est d'épuisement, parce qu'il a couru 450 mètres.

Zineb Redouane, Algérienne de 80 ans, prend une grenade en plein visage, elle hurle ensanglantée qu'elle a été visée par un policier avant de mourir sur le bloc opératoire ? C'est la faute de l'opération de ses fractures au visage,

aucun lien avec la police donc (la phrase de Castaner à ce sujet est assez incroyable : « Zineb Redouane est sur son balcon, elle ne manifeste pas, elle est atteinte par une grenade lacrymogène, elle va à l'hôpital parce qu'elle est blessée dans ce cadre-là, et l'enquête indique qu'elle meurt d'un choc opératoire. Alors je veux bien qu'on accuse la police de tout ! »).

Jérôme Rodrigues est éborgné en plein live Facebook ? Il n'y a aucun élément qui puisse faire penser à un tir LBD, non vraiment rien, peut-être une balle de ping-pong, peut-être que l'oeil était mal calé dans l'orbite, le mystère est complet.

Geneviève Legay, 73 ans, a le crâne fracassé lors de la dispersion d'une foule pacifique ? Elle est tombée toute seule, sûrement un problème d'équilibre et de "sagesse".

Steve est mort noyé à Nantes, 14 autres personnes sont "tombées" dans la Loire après une charge policière ? Il n'y a vraiment rien, mais alors vraiment rien qui puisse attester du lien de corrélation entre ces deux événements (à part une centaine de témoins).

Cédric Chouviat ? Il est tombé tout seul.

Et Gabriel, 14 ans, à la gueule tuméfiée ? Pareil, et un policier a "peut-être" trébuché...

On pourrait continuer cette longue liste presque à l'infini. Elle donne une idée de l'indéfectible soutien de toute la hiérarchie, d'un appareil d'Etat qui couvre absolument tout, jusqu'à l'absurde.

L'appareil judiciaire est lui aussi transformé en véritable usine à blanchir, avec une indulgence exceptionnelle dont peu de citoyens ont la chance de bénéficier. En 2017, Streetpress se penchait sur 10 ans de violences policières et les cas de 47 interpellés morts bien que désarmés pour constater qu'aucun policier n'avait jamais le fait le moindre séjour en prison.

(...)



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

LE GOUVERNEMENT À L'ASSAUT D'INTERNET ET DES RÉSEAUX SOCIAUX

► Coupure d'internet, censure des réseaux : Macron veut liquider les derniers canaux de contre-information

Vendredi 30 juin, à propos de la révolte en cours depuis la mort de Nahel, Macron s'est lancé dans un discours lunaire. Face à la colère immense, il aurait pu faire des annonces politiques, comme la fin de l'impunité policière, ou le retrait du permis de tuer pour « refus d'obtempérer ». Mais non Macron s'est attaqué aux réseaux sociaux. Il a

appelé les plateformes en ligne à un « esprit de responsabilité ». Il a notamment cité Snapchat et TikTok, considérés comme responsables des « rassemblements violents », d'une « forme de mimétisme » et « une sortie du réel ».

Macron, toujours plus possédé, à poursuivi en estimant que les révoltés « vivent dans les jeux vidéo qui les ont intoxiqués ». Comme si le soulèvement était de la faute des réseaux sociaux et non de l'exécution par balle d'un jeune par un policier. Comme si les révoltés étaient des décérébrés qui prennent des risques immenses sans raison. Comme si les réseaux sociaux étaient responsables de décennies de politique racistes, néolibérales, de répression, de relégations et d'humiliations. Comme si, avant les réseaux sociaux, il n'y avait pas de révoltes populaires.

Contrairement à Macron, on peut même supposer que sans les écrans qui canalisent énormément de temps et d'attention et poussent à rester chez soi, les explosions de révolte seraient probablement plus régulières et plus fortes.

Quoiqu'il en soit, Macron a annoncé : « Nous prendrons dans les prochaines heures plusieurs dispositions (...) d'abord en lien avec ces plateformes, afin d'organiser le retrait des contenus les plus sensibles ».

Dans la foulée, le Ministre de la justice Dupont Moretti dénonçait la plateforme Snapchat et publiait une circulaire aux procureurs pour des réquisitions judiciaires à l'encontre du réseaux social pour faire fermer les comptes relayant les images d'affrontement et retrouver leurs auteurs. Ce samedi, il lançait : « Si vous balancez des trucs sur Snapchat, le compte, on va le péter, vous serez retrouvé et sanctionné ».

Vendredi soir, les responsables de Meta, Snapchat, Twitter et TikTok étaient convoqués par le gouvernement français pour « prendre plusieurs dispositions ». En clair réguler les réseaux sociaux voire les interdire temporairement, comme le font les dictatures en cas de soulèvements ces dernières années. Depuis quelques jours, les forces de l'ordre envoient même directement des demandes de suppression de contenu à des comptes relayant les révoltes en cours.

Pour couronner le tout, Twitter est K.O ce samedi midi. Elon Musk a fait savoir qu'il avait des problèmes de stockages de données, et n'autorise plus que les comptes payants à accéder à un grand nombre de tweets, les autres ayant un accès très limité. Cet ultra-libéral a racheté un réseau social fonctionnel et il en a fait en quelques mois un outil inefficace, chaotique et payant. C'est un gros problème, car c'est par Twitter qu'une grande partie des images de violences policières sont diffusées et que les actions et mobilisations sont relayées par les journalistes de terrain. Hasard ou pas, cet énorme bug de twitter est une aubaine inouïe pour le gouvernement.

Le pouvoir envisage même de couper totalement internet dans certaines zones

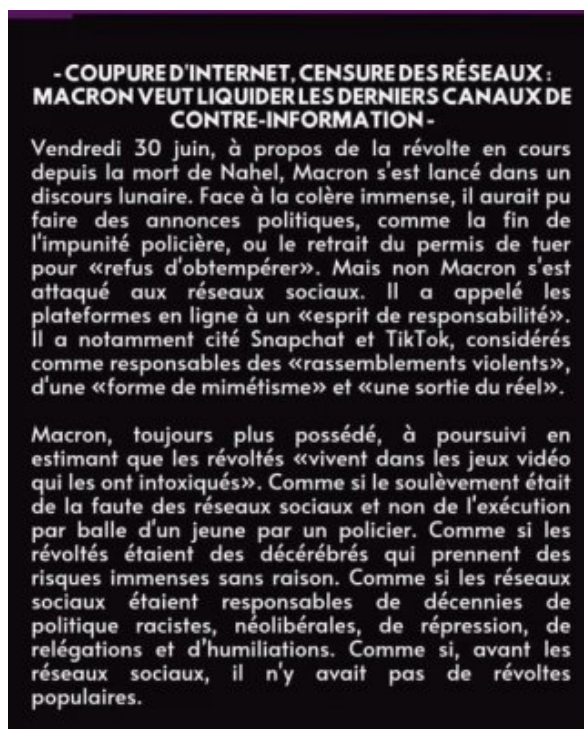
Le pouvoir envisage même de couper totalement internet dans certaines zones. Vendredi, il a demandé aux opérateurs de télécoms Orange, Bouygues, SFR et Free s'il leur était « techniquement possible » de couper la data mobile, 4G et 5G, sur certains quartiers en France. Ces entreprises ont répondu que c'était « techniquement irréalisable vendredi soir », mais « faisable par la suite », émettant tout de même quelques réserves, notamment sur l'application de communication des forces de l'ordre qui serait elle aussi touchée par ces coupures localisées, et réclamant un cadre juridique pour de tels arrêts de réseaux qui empêcheraient aussi les appels d'urgence dans les quartiers concernés. Du côté du PCF, on applaudit l'idée de censure du net. Fabien Roussel a réclamé ce samedi « l'état d'urgence sur les réseaux sociaux plutôt que sur les populations » et proposait de « couper » les réseaux sociaux « quand c'est chaud dans le pays ». La gauche responsable a parlé.

La France rejoindrait ainsi le club des régimes très démocratiques qui coupent internet à leur population en cas de contestation, comme l'Iran, la Biélorussie, la Chine ou le Kazakhstan. Cela fait des années que

Macron rêve de contrôler les réseaux sociaux et le net, on se souvient qu'après les Gilets Jaunes il avait déjà convoqué Marc Zuckerberg et fait passer une loi sur les « contenus haineux en ligne ». Dans un pays où quelques milliardaires d'extrême droite contrôlent quasiment tous les médias dominants et recrachent en permanence la propagande policière, le net est l'un des derniers contre-pouvoirs. **Éliminer ces dernières voix discordantes, les derniers réseaux qui peuvent encore contredire le pouvoir et sa police, c'est l'obsession de Macron.**

Rappelons que sans réseaux sociaux, la vidéo de l'exécution de Nahel ne serait tout simplement jamais sortie.

(post de Contre Attaque)



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

Les discours des puissants et médias mainstream

► Après la censure des réseaux sociaux, le flicage :

Sur Le Monde : Le ministre de la justice, Eric Dupont-Moretti, a évoqué la circulaire qu'il a prise vendredi afin de demander une réponse judiciaire « rapide, ferme et systématique », qui cible notamment les jeunes utilisant les réseaux sociaux pour mobiliser les émeutiers depuis mardi soir.

Il a notamment évoqué le fait « inédit » « d'aller chercher chez les opérateurs l'adresse IP, dans un premier temps, puis les noms ensuite de ceux qui communiquent pour aller créer le désordre ». « Plusieurs qualifications peuvent être envisagées, dont celles d'association de malfaiteurs ou de complicité », a-t-il ajouté.

« Je veux que la jeunesse sache, de façon claire, que les procureurs de ce pays iront chercher l'identité des utilisateurs des réseaux, notamment Snapchat, qui sont pour ces jeunes un vecteur de communication pour donner le lieu, le moment et la cible de l'agression. Que personne ne pense que derrière ces réseaux sociaux, il y a l'impunité », a-t-il fait valoir.

Ensuite, le tyran Dupont-Moretti menace à nouveau les parents de mineurs révoltés de poursuites. Encore un moyen de dépolitiser les problèmes, en le réduisant à un problème d'éducation et en déniaut aux mineurs la capacité de s'exprimer politiquement par la révolte.

FUN CRS EXCITÉ PAR LA RÉPRESSION

Bernard, CRS, 28 ans de métier, explique tranquillement à la radio que « ses interventions contre les gauchos » lui « procurent des sensations qui mènent à l'érection ». Il précise : « l'excitation, l'endorphine, c'est un pur plaisir ». C'était chez Sud Radio, le 28 mars dernier, en plein mouvement sur les retraites.

Bernard conclut : « Je suis dans cette optique de prendre du plaisir » et « dédicace à la CRS 8 », cette compagnie militarisée et ultra-violente chargée d'intervenir le plus vite possible en tapant dans le tas.

Tous les jours médias dominants passent leur temps à nous intoxiquer sur le « mal être » policier, ils en font des tonnes sur policiers « blessés » et même « traumatisés », donnent la parole à des syndicalistes policiers qui répètent que les agents seraient terrorisés face à la violence de rue.

En réalité, la violence, ils adorent ça. Ils en sont même accro. Il suffit de faire une manifestation pour s'en rendre compte. Réprimer fait littéralement bander Bernard, c'est lui qui le dit. Le Monde publiait un article en avril dernier, où les agents de la CRS 8 disaient d'ailleurs leur « frustration », oui, c'est le mot employé, de ne pas être envoyés sur les scènes les plus violentes.

La gauche tiède qui demande une « meilleure formation » et de « meilleures conditions de travail » pour la police est complètement à côté de la plaque. Ces gens aiment se défouler sur nous. Ils réclament même plus de violence.

Bernard et ses collègues sont lourdement armés, payés, touchent des primes et divers privilèges pour prendre du plaisir à nous écraser.

► vidéo : <https://fb.watch/lwmfkB9dPn/>

L'émission complète :

<https://www.youtube.com/watch?v=b3eWj1nlynE&t=3876s>

(post de Contre Attaque)

LES FORCES POLITIQUES ET SYNDICALES DE GAUCHE NE DOIVENT PAS LAISSER LES JEUNES SEULS ET APPELER PARTOUT A DES RASSEMBLEMENTS « JUSTICE POUR NAHEL, DARMANIN DEMISSION »

4e NUIT DE REVOLTE DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES DE NOMBREUSES VILLES CONTRE LE CRIME DE NAHEL, LES VIOLENCES POLICIERES, LE RACISME DE LA POLICE

► 58 commissariats, poste de police ou casernes de gendarmerie ont été pris pour cibles.

► 79 policiers blessés, 234 bâtiments incendiés ou dégradés et 1350 véhicules incendiés.

1311 personnes ont été interpellées.

<https://www.facebook.com/santiago.amigo.14/videos/798736461911846>

(post de Chastaing)



Nahel et l'Etat policier : où sont la gauche et ses syndicats pour dénoncer cette dictature rampante ?!

IL Y A URGENCE POLITIQUE

Le caractère explosif de la situation générale en progression continue depuis 2016 vient de trouver une nouvelle expression dans la colère des jeunes des quartiers populaires alors que le mouvement de 5 mois pour les retraites, le plus long de notre histoire, vient à peine de s'éteindre.

Le coup de feu à bout portant criminel et raciste du policier à Nanterre est l'allumage de plus d'une mèche qui rejoint toutes les mèches et toutes les colères provoqués par des réponses autoritaires/sécuritaires brutales aux aspirations de la jeunesse et des classes populaires, depuis les 49.3, 47.1 ou article 40 de la réforme des retraites jusqu'aux violences policières inouïes à Sainte Soline en passant par la dissolution des Soulèvements de la terre, les menaces de de-financement de la Ligue des Droits de l'Homme et la perte d'agrément d'Anticor.

Macron, petit à petit, allume le feu dans tous les secteurs de la société française en même temps que s'isolant de plus en plus, il ne lui reste plus qu'une réponse policière toujours plus violente comme seule protection contre l'union montante de toutes ces colères en une seule, pour le dégager, lui et son régime, lui et son monde.

Car c'est bien ça qui est en jeu : l'union de toutes les colères pour en faire une force que rien ne pourra arrêter.

Bien sûr, il faut du temps pour que cette union montante des colères diverses se cristallise en une force commune parce que la gauche politique et syndicale, seule à même à le faire pour le moment, s'y refuse par peur qu'avec un départ de Macron poussé par la rue, ce ne soit tout le système qui soit emporté avec lui, ce qu'elle ne veut pas. Ainsi, au delà de la CFDT qui signe un communiqué dénonçant la violence des jeunes de quartier et pas celle des policiers, elle vient encore dans son ensemble de refuser d'organiser des manifestations partout dans le pays en soutien à la révolte de la jeunesse pour exiger tout à la fois justice pour Nahel et la démission de Darmanin. Cela aurait pu faire le lien entre la lutte massive pour la retraite et la révolte explosive des jeunes et annoncer ainsi la fin proche du régime de Macron, et, derrière lui, celui de l'exploitation et de toutes les oppressions.

En abandonnant la jeunesse pauvre à des colères auxquelles cette dernière peine à donner une expression politique par elle-même, brûlant tout autant les commissariats que les écoles, la gauche donne libre champ à l'expression de la répression la plus violente de la police y compris l'expression de ses courants factieux - comme à l'a vu avec Alliance et UNSA Police - et à la tentative de récupération par l'extrême droite, instrumentalisant les incendies d'école ou de bus et organisant une collecte pour le policier tueur, cherchant par là-même à effacer les gains d'union et de conscience politique des classes populaires de cette période de lutte pour les retraites.

En 2005, la colère de la jeunesse des quartiers a duré 3 semaines. Aux USA, l'explosion des ghettos populaires noirs des années 1960 a duré 4 ans, Black Lives Matter a duré 4 mois... On ne sait pas combien de temps peut durer l'explosion actuelle.

Même si les tendances lourdes de la situation générale poussent et pousseront encore et toujours plus aux révoltes populaires demain, étant sûr que Macron mettra toujours plus d'huile sur le feu, cette explosion des quartiers aujourd'hui pourrait toutefois accélérer formidablement la résolution de la situation politique actuelle, mais elle pourrait aussi au contraire, si on ne fait rien et laisse parler d'émeutes et non de colère politique, donner un espace de respiration au régime et à l'extrême droite, y compris pour faire émerger des milices fascisantes contre les jeunes, avant que ce ne soit contre toutes les forces progressistes.

Par delà la marche blanche de Nanterre, il y a eu ici et là dans différentes villes, des manifestations politiques de la jeunesse contre le racisme et les violences policières en soutien à la révolte des quartiers. En même temps, des comités unitaires anti-répression associant écologistes et syndicalistes, cherchent à se mettre en place face à la dissolution des Soulèvements de la terre et aux licenciements et sanctions qui frappent massivement les syndicalistes. Ce qui est possible aujourd'hui par en bas, serait d'associer à ces comités et à leurs préoccupations, la jeunesse des quartiers qui subit aussi la répression de plein fouet et à partir de là, d'organiser des rassemblements donnant une voix politique de gauche à la jeunesse qui cherche à se faire entendre. En associant pour la première fois le mouvement social au mouvement des jeunes de quartier, cela ferait basculer le moment et l'ouvrirait à la fin

du régime macronien et de son ordre.

Il y a urgence à donner rapidement une expression politique forte à la colère des banlieues en la liant à celle des retraites, des écologistes et des libertés démocratiques.

Jacques Chastaing 2 juillet 2023